



- Aux organisations

Montreuil, le 13 juin 2019

Aéroports de Paris

Objectif : 4,7 millions de signatures !

À partir du 13 juin, les citoyennes et citoyens qui soutiennent l'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) auront neuf mois pour se manifester.

Après plus de 2 ans de bataille et de lutte syndicale, la CGT a réussi à mobiliser l'opinion publique, des élus de gauche comme de droite. C'est cette dynamique qui a permis de lancer la procédure de Référendum d'Initiative Partagée (RIP).

[La consultation citoyenne a commencé ce 13 juin](#), ainsi s'ouvre la collecte des 4.717.396 signatures nécessaires (10% du corps électoral) pour tenter de provoquer un RIP sur la question de la privatisation ou non du groupe ADP.

C'est un enjeu national qui doit mobiliser toute la CGT, chacune de ses organisations et de ses adhérents, car ce qui est en jeu, c'est plus largement la question des biens publics et des services publics.

Pour rappel, de 1986 à 2017, ce sont 55 entreprises nationales qui ont été privatisées, actuellement, 3 sont dans le collimateur du gouvernement : FDJ, ENGIE et ADP...

La démarche de RIP qui est engagée concernant ADP revêt donc un caractère particulier, une dimension historique. Jamais une pétition nationale n'a eu autant d'importance au regard du fait que si nous réussissons à gagner 4,7 millions de signatures, cela entrainera la mise en place d'un référendum dont l'issue pourrait stopper le projet de privatisation !

[La confédération a mis à disposition sur son site](#) l'ensemble des éléments pour aller aux débats, pour aider au vote avec des documents pédagogiques et des argumentaires politiques. Plusieurs support de communication seront très prochainement disponible : flyer, tract, affiche, autocollants, etc.

Recueillir un tel niveau de signatures appelle à nous mobiliser, à y travailler dans les entreprises, dans les administrations, dans les territoires et, chaque fois que cela est possible, avec d'autres organisations syndicales, des associations, des ONG, des partis politiques... Bref, l'ensemble des acteurs qui s'inscrivent dans la perspective de gagner les 4,7 millions de signatures nécessaires, un niveau qu'aucune organisation ne pourra gagner seule.

La Confédération appelle l'ensemble de ses organisations et de ses militants à se mobiliser sur cette question, à mettre en place des plans de travail permettant la mise en œuvre d'une dynamique à la hauteur des enjeux. C'est un défi de haut niveau que nous devons être capables de relever tous ensemble !

ATTENTION : Seules les signatures recueillies sur le site gouvernemental ou dans certaines communes seront comptabilisées. Les pétitions émises par d'autres ne le seront pas et cela risque de créer de l'incompréhension pour des personnes qui pensent avoir fait le nécessaire en signant une pétition de syndicat, d'association ou de parti politique.